

RAPPORT SUR L'ETAT SECURITAIRE DANS LE TERRITOIRE DE MASISI/ JANVIER 2011

INTRODUCTION

Dans le cadre de suivi de nos activités de monitoring sur les violations de droits humains exécutés dans le territoire de Masisi, nous avons effectué plusieurs missions d'urgence dans le territoire de Masisi principalement dans les localités de Rubaya et Bihambwe. Les dites cités sont situées à approximativement 67 et 60 km de la ville de Goma, chef lieu de la province du Nord Kivu.

Notre équipe était constituée du program officer CADERCO, du Field officer PGV et un chauffeur du Mobil N°2 de l'organisation..

Notre agenda portait sur l'analyse du contexte sécuritaire et monitorer les multiples violations commises à l'endroit de la paisible population des axes susmentionnés tel que manifesté par cette dernière.

Notre descente avait pour objectif de monitorer sur les cas de violations des droits commis dans les contrées et de dégager des pistes de solutions pour la promotion et la défense des droits humains dans la contrée à travers des actions de plaidoyer et de lobbying.

1. ACTIVITES REALISEES

De notre arrivée dans la contrée, nous avons de prime à bord commencé organiser les activités suivantes :

- **Réunion avec les activistes du CADERCO sur le contexte sécuritaire dans la contrée :**

Sous la modération de Monsieur Blaise, ont pris part, les Activistes suivants : KASIWA MULAOK, INNOCENT KIBINDI, ALEXANDRE TWIZERIMANA et AKILI KABOYI dont a été relevée l'analyse sécuritaire suivante :

- **A BIHAMBWE :** dans l'ensemble, la sécurité est relativement calme dans cette cité, la population vaque sans problème à ses occupations. S'agissant à la question de savoir les forces présentes dans ce milieu, il a été signalé ce qui suit :
 - Le commandant de sous commissariat de CIAT (PNC) de Bihambwe s'appelle BARAKA, un lieutenant.
 - Pour les militaires de FARDC basés dans ce milieu, les sources sûres, habitants de cette cité et certains leaders communautaires que nous avons contacté ont confirmé que dans cette cité il n'

ya aucun cantonnement (base) des militaires, ceux visibles sont des militaires en divagation venant se divertir dans cette contrée.

Par contre, il est sans utile de rappeler qu'en Novembre-Décembre, il ya eu conflit foncier à KISUMA qui a opposait un fermier Monsieur BIZIMA KARAHA et la population ; ce dernier aurait transcendé les limites de sa ferme jusqu'à envahir et ravir une concession de Monsieur BAWEJA qui servait à la population des champs de culture vivrière pour trouver de quoi manger et il y installa ses propres troupeaux et des militaires FARDC pour s'en prendre à la population. Face à cet état de chose, la population s'est révoltée et soutenue par la police du milieu, il y a eu échanges des tirs au cours desquels deux personnes ont trouvé la mort parmi lesquelles un homme âgé de 45 ans et un enfant de 11 ans. Dès janvier 2011, il y a encore une guerre froide entre ce fermier et la population bien le dossier ait saisi par la justice qui depuis décembre fait abstraction du dossier et il est signalé que la population qui fréquente cette ferme clandestinement est tabassée et portée disparue.

- **RUBAYA** : la situation sécuritaire dans cette zone est médiocre et appel à la mobilisation de la communauté internationale et du gouvernement pour la protection de la population prise en otage. La contrée est le bastion de la commission des multiples actes de violation des droits humains, dont les viols, les pillages, les assassinats, les agressions des défenseurs des droits humains sur place et les visitations nocturnes. Ces actes sont imputées à un mouvement qui entretien des relations étroites avec Général BOSCO NTAGANDA, qui du moins recherché par CPI et dont le gouvernement fait sembler de l'ignorer et pourtant ses bases sont mieux connues et qui continue à martyriser la population.

La brigade basée à Rubaya est celle du colonel MBONEZA basé à KINIGI/CHUGI de l'ex mouvement rebelle du CNDP qui n'obtempère à aucune injonction des FARDC et c'est lui en relation avec Bosco qui fait la loi dans cette contrée qu'ils contrôlent et qui avait arraisonné les pilotes d'une compagnie minière à Walikale et qui continue à commettre des exactions dans la cité de Rubaya.

Depuis janvier 2011, les faits suivants de violation des droits humains sont imputés à leurs charges que nous avons eues à monitorer pour la seule cité de Rubaya :

- **Le 06/01/2011, à 18 heures, notre DDH de CADERCO répondant au nom de INNOCENT KIBINDI**, habitant de Rubaya est victime des attaques, des agressions corporelles, des intimidations et reçoit des menaces directes par le chef de poste de Rubaya ex officier supérieur (Major) du CNDP du nom de INNOCENT MBENDEGEZI, qui à cette date il a interpellé notre défenseur locaux en l'accusant de livrer des informations sur la gestion de l'entité de Rubaya aux ONG de défenseurs de droits humains notamment CADERCO et dénoncer ce qui se passe dans le milieu sans leur aval, il l'avait ligoté et ordonné à son garde du corps de tirer sur lui, Dieu aidant il a été sauvé de justesse par quelques personnes qui suivaient le

scénario, en présence d'un autre DDH du CADERCO Mr ALEXANDRE twizerimana et un professeur du milieu du nom de Gervais.

Ce défenseur du CADERCO est reproché par ce chef de poste du faite qu'il a dénoncé le fait que monsieur mbendegezi ne respecte pas l'Administratrice de Masisi, qui il refuse de lui rendre compte et s'appelle le Bourgmestre alors que cette cité n'a pas été retenue comme commune rurale car elle ne remplies pas toutes les conditions requises, en plus il accuse sa victime de toucher des sommes colossales chez les ONG , dont CADERCO, ce chef de poste fait la loi dans la contrée et dit qu'il dépend de facto et de jure du CNDP et non du gouvernement, moins encore de l'Administratrice de Masisi,

Situation du mois de janvier 2011.

- **Le 09/01/2011, Monsieur ZADO** baba Gloire résident à Mattheus 1^{er} un des quartiers de la cité de Rubaya, a été fusié par un militaire non identifié dans sa maison à 19 heures du fait, qu'il soit un Nande vivant dans cette zone à majorité occupée par des ethnies Rwandophones, le militaire avant de tirer sur lui il a dit : « c'est toit que je cherchais », puis il l'a logé une balle qui par chance l'a atteint au bras gauche et il prend le soins médicaux à l'hôpital de masisi. Après des investigations, il a été remarqué que ce militaire qui aurait commis cet incident appartenait à la brigade de ce colonel MBONEZA.
- **Le 12/01/2011, une femme d'une quarantaine d'année a été victime de viol** par deux hommes en tenues civiles, dans une ferme de la place pendant la journée quant cette femme se rendait couper des bois de chauffage pour la préparation de la nourriture pour ses enfants, à la même occasion elle a été de son argent, 20\$ qu'elle possédait pour sa survie, actuellement elle suit les soins au centre de santé de Rubaya.
- **Le 12/01/2011, 5 maisons ont été visités par des hommes** en armes en tenues militaires où plusieurs biens et des sommes d'argent ont été emportés par ces assaillants.
- **Le 14/01/2011, un militaire du colonel Mboneza, du nom de SIBOMANA, s'est introduit** dans le domicile de madame DUSABE Jeanine, une femme libre à 1heures 20 minutes dans lequel y avait 3 officier de l'ex mouvement rebelle PARECO qui s'apprêtait à aller à Goma, dont les suivent : Major MBARUBUKEY, capitaine GIHOSHO et le Capitaine IDRISS, directement il a ouvert le feu et le capitaine GIHOSHO a trouvé la mort deux jours plus tard à Goma, dans un hôpital et un civil qui était là a succombé sur le champs ; l'incident s'est passé à Rubaya centre.
- Dans la cité de Rubaya, un Nyumba kumi répondant au nom de DEDE fait arrêter et ligoter les gens dans la cité dont le dernier cas date du 14 janvier 2011.

- Nous tenon tout de même à signaler que dans ces contrées, il y a un grand attroupement des militaires d'obédience Tutsi qui entretient des réunions clandestines pour une préparation d'une nouvelle milices et ce dernier temps monsieur NTAGANDA y multiplie des visites.

A L'issue de ce travail, nous avons rencontré le chef de cité adjoint ayant confirmé les faits .

RECOMMANDATIONS :

Nous recommandons ce qui suit : que les ONG internationales œuvrant dans la protection des droits humains et la communauté internationale soient mobilisée pour cette question qui prévaut actuellement dans la contrée de rubaya ainsi que les autorités gouvernementales,

Que des enquêtes mixtes soient organisées en vue de chercher des actions coercissives auprès des acteurs qui violent les droits humains.

Que les actions de plaidoyer soient menées auprès du gouvernement en vue de prendre la question en mains pour la sécurisation de la population.

Au gouvernement de la RDC et la CPI de s'investir d'avantage dans le recherche et la capture de Ntaganda et sécuriser cette population meurtrie.

Que l'ONG CADERCO mobilise des fonds auprès de ses partenaires pour la formation en matière de protection et sécurisation des défenseurs des droits qui sont la cible première des mouvements semant la terreur.

Fait à Goma, le 22/01/2011

Pour CADERCO-RDC/NK